

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE**  
**MÉTROPOLE DE LYON**  
**VILLE D'OULLINS**  
**DÉCISION DU MAIRE**

**N° D20\_096**

**Objet : Délivrance de titres de concession - Masse MN n°158 - Famille STEFANELLI (Abroge et remplace la D20\_023)**

**Le Maire d'Oullins,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

Vu la délibération n° 20200716\_1 du Conseil municipal en date du 16 juillet 2020 donnant délégation au Maire ;

Vu l'arrêté n° SJ20\_437 du 7 juillet 2020 donnant délégations de fonctions et de signature à Madame Christine CHALAND, 6ème Adjointe au Maire ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

La présente décision abroge et remplace la D20\_023 en date du 28 janvier 2020.

**Article 2 :**

La concession située Masse MN n°158 est délivrée à Monsieur STEFANELLI Patrick pour une durée de 15 ans afin d'y fonder une sépulture de nature familiale.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services, le Trésorier Principal d'Oullins et le Responsable de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire par :  
Transmission en préfecture le :    /    /  
Publication dans le recueil des actes  
administratifs n°    le    /    /

Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjointe délégué,  
Christine CHALAND

**Fait à Oullins, le 9 octobre 2020**

**Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjointe délégué,  
Christine CHALAND**

*La présente décision Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou de son affichage. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*